

La loi sur les vides greniers, brocantes et braderies

Le 4 août 2008, la loi de modernisation de l'économie a simplifié la réglementation sur la vente au déballage. La vente au déballage est connue sous des termes communs de vide-grenier, brocante, braderie.

La loi prévoyait que si la surface totale de vente des ces foires était inférieure à 300 M², une demande auprès du maire suffisait. Dans le cas contraire, cette demande devait être adressée auprès du préfet.

Il suffit désormais d'effectuer une déclaration préalable auprès du maire de la commune dont dépend le lieu de vente, et ce, quelle que soit la surface consacrée à la vente.

La grande nouveauté est que les particuliers non inscrits au registre du commerce et des sociétés (RCS) sont seulement soumis à l'obligation de ne pas participer à plus de deux ventes par an et de s'inscrire, conformément à la loi.

Détail de la loi ci-dessous :

JORF n°00007 du 9 janvier 2009 page 577
texte n° 5

DECRET

Décret n° 2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L. 310-2 du code de commerce

NOR: ECEA0824532D

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,
Vu le code de commerce, notamment ses articles L. 310-2, L. 310-5 dans leur rédaction issue de l'article 54 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et L. 310-7 ;
Vu le code pénal, notamment ses articles 321-7, R. 321-1 et R. 321-9 ;
Vu le code rural, notamment son article L. 611-4 ;
Vu l'avis de la Commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,
Décrète :

Article 1

I. — Les articles R. 310-8 et R. 310-9 du code de commerce sont remplacés par les dispositions suivantes :
« Art.R. 310-8.-I. — Une déclaration préalable de vente au déballage est adressée par l'organisateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé au maire de la commune dans laquelle l'opération de vente est prévue, dans les délais suivants :
« 1° Dans les mêmes délais que la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et concomitamment à celle-ci lorsque la vente est prévue sur le domaine public et que le maire est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation ;
« 2° Dans les autres cas, dans les quinze jours au moins avant la date prévue pour le début de cette vente.
« Dans les huit jours au moins avant le début de la vente, le maire informe le déclarant que, du fait du dépassement de la durée de la vente autorisée par le deuxième alinéa du I de l'article L. 310-2, il s'expose à la sanction prévue au 3° de l'article R. 310-19.
« II. — Ces délais ne sont pas applicables aux ventes au déballage de fruits et légumes frais effectuées en période de crise conjoncturelle constatée en application de l'article L. 611-4 du code rural, ou en prévision de celle-ci, dans le but de favoriser, par un déstockage rapide, la régularisation des cours du marché ; ces ventes peuvent être réalisées sans délai, par décision conjointe du ministre chargé du commerce et du ministre chargé de l'agriculture et ce après consultation par le ministre chargé de l'agriculture de l'organisation interprofessionnelle compétente.
« III. — Un arrêté du ministre chargé du commerce fixe la liste des informations contenues dans cette déclaration.
« Art.R. 310-9.-Les ventes au déballage autorisées aux particuliers en application du troisième alinéa du I de l'article L. 310-2 sont contrôlées au moyen du registre mentionné au deuxième alinéa de l'article 321-7 du code pénal. »

II. — Les articles R. 310-10 à R. 310-14 du même code sont abrogés.

Article 2

Le 3^e de l'article R. 310-19 du code de commerce est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3^e Le fait de réaliser une vente au déballage en méconnaissance de la durée de la vente autorisée par le deuxième alinéa du I de l'article L. 310-2 et dont le déclarant a été informé par le maire en application de l'article R. 310-8. »

Article 3

Le code pénal est ainsi modifié :

1^e Au troisième alinéa de l'article R. 321-1, après les mots : « registre du commerce et des sociétés », sont ajoutés les mots : « ou le récépissé de déclaration d'activité remis par le centre de formalités des entreprises aux personnes physiques bénéficiant de la dispense d'immatriculation prévue par l'article L. 123-1-1 du code de commerce » ;

2^e L'article R. 321-9 est ainsi modifié :

- a) Le 2^e devient 3^e ;
- b) Il est inséré un 2^e ainsi rédigé : « 2^e Pour les participants non professionnels, la mention de la remise d'une attestation sur l'honneur de non-participation à deux autres manifestations de même nature au cours de l'année civile ; ».

Article 4 En savoir plus sur cet article...

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La ministre de l'économie,
de l'industrie et de l'emploi,

Christine Lagarde

La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Michèle Alliot-Marie

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Rachida Dati

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Michel Barnier

Le secrétaire d'Etat

chargé du commerce, de l'artisanat,
des petites et moyennes entreprises,
du tourisme et des services,

Hervé Novelli

(Parution du 02/02/2009)